

## BREVES HEBDOMADAIRES

## CHINE CONTINENTALE

**CONJONCTURE** ([ici](#))

**Prix** : la dynamique des prix à la production ralentit à +3,6 (g.a.) en septembre tandis que celle des prix à la consommation s'accélère à +2,5 % (g.a.), contre respectivement +4,1 % et + 2,3 % en août

**Croissance** : la croissance chinoise poursuit son ralentissement au T3 2018, à +6,5 % (g.a.), contre +6,7 % au T2 ; la croissance nominale s'élève à +9,6 % contre +9,8 % au T2 2018

**Crédits et masse monétaire** : la PBoC change sa méthodologie de calcul du TSF ; après réropolation, la nouvelle statistique du financement de l'économie réelle indique un ralentissement de la croissance du TSF au T3 à +10,7 % en g.a contre +11,5 au T2; par ailleurs, la croissance de M2 s'accélère à +8,5 % (g.a)

**ECONOMIE GENERALE** ([ici](#))

**Politique monétaire** : selon Yi Gang, la PBoC dispose d'une marge de manœuvre suffisante dans l'utilisation des instruments de politique monétaire afin de faire face au conflit commercial sino-américain ; l'internationalisation du RMB doit être un processus dirigé par le marché et la PBoC n'introduira pas de politiques spéciales pour la promouvoir

**Endettement** : selon S&P, l'encours de la dette des gouvernements locaux hors bilan pourrait s'élever à 6 000 Mds USD, ce qui porterait le niveau de dette des administrations publiques à 60 % du PIB en 2017

**BANQUE ET FINANCE** ([ici](#))

**Marchés boursiers** : les Bourses de Shanghai et Shenzhen ont perdu 19,2 % et 29,3 % respectivement depuis juin 2018, conduisant à un risque de liquidation des actions remises en nantissement accru et des défauts de paiement plus fréquents ; une dizaine d'administrations locales de la gestion des entreprises publiques ont commencé à renflouer des entreprises privées cotées en difficulté

**Marchés boursiers** : signature d'un MoU entre Euronext et la Bourse de Shanghai en vue de l'introduction d'un ETF sur le CAC40

**ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE** ([ici](#))

**Guerre commerciale** : les États-Unis annoncent leur retrait de l'Union postale universelle et envisagent de relever le tarif des livraisons de colis en provenance de Chine

**Guerre commerciale** : le ministère du Commerce évoque l'impact de la guerre commerciale sur les entreprises chinoises

**Guerre commerciale** : déclarations de responsables canadiens et mexicains sur l'avenir de leurs relations commerciales avec la Chine

**Investissements entrants** : la Chine, première destination d'IDE entrants au 1<sup>er</sup> semestre selon la CNUCED

**Politique commerciale** : sixième réunion interministérielle du RCEP à Singapour

**Défense commerciale** : le ministère du Commerce américain (DoC) initie trois nouvelles enquêtes antidumping et antisubventions visant la Chine

**Défense commerciale** : imposition de mesures antidumping chinoises définitives sur certains produits chimiques en provenance des États-Unis et du Japon

**CLIMAT DES AFFAIRES** ([ici](#))

**ZLE** : publication par le Conseil des Affaires d'État d'un plan visant à transformer la province de Hainan en une zone-pilote de libre-échange

**INDUSTRIE ET NUMERIQUE** ([ici](#))

**Automobile** : Tesla achète un terrain pour son usine à Shanghai

**Automobile** : des entreprises chinoises s'allient pour développer des camions hydrogènes

**Industrie de la mode** : un groupe chinois désigné pour reprendre la maison de couture française Carven

**Pharmacie** : amende record contre un laboratoire pharmaceutique chinois

**TIC** : Baidu rejoint " The Partnership on AI", une alliance sur l'éthique dans l'IA conduite par les Etats-Unis

**Tourisme** : AccorHotels s'associe avec le chinois Luneng Group

**DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS** ([ici](#))

**Energie** : présentation de plans d'investissement pour le développement des connectivités énergétiques en Asie du Nord-Est et du Sud-Est

**Energie** : renforcement du partenariat commercial entre Total et CNOOC en Chine

**Energie** : publication d'un rapport sur la réforme du secteur de l'énergie chinois par l'AIE

**Développement durable** : la NDRC approuve une liste de 50 sites de construction d'usines de traitement des déchets plus efficaces

HONG KONG et MACAO ([ici](#))

**Economie** : la perception du climat des affaires par les petites et moyennes entreprises hongkongaises affectée par les tensions commerciales sino-américaines

**Finance** : accord de reconnaissance des fonds conclu entre Hong-Kong et le Royaume-Uni

**Développement durable** : Tesla inaugure à Hong-Kong la plus grande station de recharge pour véhicules électriques d'Asie

MONGOLIE ([ici](#))

**Développement** : la Banque de Développement Mongole (DBM) vient d'émettre en dollars 500 M à 5 ans

## CONJONCTURE

**Prix : la dynamique des prix à la production ralentit à +3,6 (g.a.) en septembre tandis que celle des prix à la consommation s'accélère à +2,5 % (g.a.), contre respectivement +4,1 % et + 2,3 % en août**

L'indice des prix à la production (IPP) ralentit en septembre, à +3,6% en glissement annuel (g.a.) contre +4,1% en août 2018. Ce ralentissement est principalement tiré par les sous-indices des matières premières (à +7,3% en g.a. en septembre contre +7,8% en août) et du secteur manufacturier (à 2,9% en g.a. en septembre contre 3,5% en août). Pour mémoire, la croissance en g.a. de l'IPP est redevenue positive en septembre 2016 pour la première fois depuis plus de quatre ans, se portant à +5,5% en 2016 et avec un maximum à +7,8% en février 2017.

La dynamique des prix à la consommation (IPC) a été de +2,5% en glissement annuel en septembre, contre +2,3% en août soit la croissance la plus rapide depuis le mois de février (+2,9%). A noter que les prix des aliments, des biens de consommation et de certains services avaient été particulièrement dynamiques en février en raison d'un important effet de base dû au Nouvel An chinois. L'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) ralentit (à +1,7% en g.a. en septembre contre +2 % en juillet). L'accélération du mois de septembre est ainsi largement tirée par l'accélération des prix des aliments (+3 % en g.a. en septembre contre 1,9 % en août). Ce rebond des prix des aliments s'explique par la hausse des prix des légumes et par le ralentissement de la tendance baissière des prix du porc (-2,4 % en g.a. en septembre contre -4,9 % en août). Pour mémoire, le poids des prix du porc dans l'IPC est particulièrement important (estimé à environ 3% selon *Citic Securities Co*, le gouvernement ne précisant pas sa méthode de calcul de l'IPC).

**Croissance : la croissance chinoise poursuit son ralentissement au T3 2018, à +6,5 % (g.a.), contre +6,7 % au T2 ; la croissance nominale s'élève à +9,6 % contre +9,8 % au T2 2018**

Les chiffres de la croissance au second trimestre (T2) 2018, publiés par le Bureau national des statistiques le 19 octobre, confirment le ralentissement en cours de la croissance réelle à +6,5 % en glissement annuel (g.a.) au plus bas depuis fin 2016 contre +6,7 % au T2 et un ralentissement de la croissance nominale, à +9,6 % contre +9,8 % au T2 2018. La croissance réelle oscille depuis douze trimestres entre +6,5 % et +7 %. En 2017, la croissance réelle avait accéléré pour la première fois depuis 2011 à +6,9 %, avec une croissance nominale de +11,2 %. A noter que le déflateur de PIB (différence entre croissance réelle et nominale, indicateur de la dynamique générale des prix) stagne à +3,1%, après avoir largement ralenti depuis le T4 2017, passé de +4,3 % au T4 2017 à +3,4 % au T1 2018 puis à 3,1 % au T2. Ce dernier est au plus bas depuis fin 2016 également, en phase avec le ralentissement de la dynamique des prix à la production.

En ce qui concerne la ventilation du PIB, du côté de l'offre, la légère diminution de la croissance réelle a été le fait du secteur secondaire, dont la croissance est passée de +6 % (g.a.) au T8 2018 à +5,3 % au T2, tandis que l'activité du secteur primaire a augmenté, de +3,2 % (g.a.) à +3,6% sur la même période. Les ventilations sectorielles plus fines ne sont pas encore disponibles. Côté demande, les contributions à la croissance (seules sous-séries du PIB disponibles en la matière) ont été de +5,2% pour la consommation finale (contre +4,4% au T3 2017), de +2,1% pour la formation brute de capital fixe (+2,4% au T3 2017) et de -0,7% pour la contribution extérieure nette (contre +0,1% en 2017).

Pour rappel, l'objectif de croissance fixé par les autorités en mars est de +6,5 % pour 2018. Le chiffre de croissance réelle est largement conforme aux prévisions des acteurs de marché. Le FMI a maintenu inchangée (octobre) sa prévision de croissance pour 2018, à +6,6 %.



**Crédits et masse monétaire : la PBoC change sa méthodologie de calcul du TSF ; après réropolation, la nouvelle statistique du financement de l'économie réelle indique un ralentissement de la croissance du TSF au T3 à +10,7 % en g.a contre +11,5 au T2; par ailleurs, la croissance de M2 s'accélère à +8,5 % (g.a)**

La Banque centrale chinoise (PBoC) revoit sa méthodologie pour le calcul de l'agrégat de financement à l'économie réelle hors autorités publiques (« *Total social financing* », TSF), effective dès septembre 2018. Le TSF comprend désormais une nouvelle composante : les obligations spéciales gouvernementales (*special purpose bonds*).

Selon la nouvelle statistique, et après réropolation, la croissance totale du crédit croît de +10,7 % en g.a au T3 contre +11,5% au T2. Il s'agit de la poursuite du ralentissement à l'œuvre depuis juillet 2017, conduisant à la plus faible croissance depuis la création de la série en 2006.

Par ailleurs, la croissance de M2 s'accélère légèrement à +8,3 % (g.a.) contre 8,2 % en août après avoir atteint en juin son plus bas niveau historique. Pour mémoire, M2, qui se compose de la monnaie en circulation et des dépôts à vue des entreprises et des ménages, ne constitue plus l'agrégat cible de croissance.

Pour mémoire, les collectivités avaient été explicitement encouragées à émettre 80 % de leur quota annuel d'émissions obligataires (1 350 Mds RMB) avant le 30 septembre 2018 et la majorité des 20 % restants en octobre.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## ECONOMIE GENERALE

**Politique monétaire : selon Yi Gang, la PBoC dispose d'une marge de manœuvre suffisante dans l'utilisation des instruments de politique monétaire afin de faire face au conflit commercial sino-américain ; l'internationalisation du RMB doit être un processus dirigé par le marché et la PBoC n'introduira pas de politiques spéciales pour la promouvoir**

Lors des assemblées annuelles d'octobre 2018 du FMI et de la Banque mondiale à Bali, le gouverneur de la banque centrale chinoise Yi Gang a présenté le point de vue de la PBoC sur divers sujets, notamment les frictions commerciales avec les États-Unis, l'orientation actuelle de la politique monétaire chinoise et l'internationalisation du RMB. Yi Gang a souligné que l'escalade de la guerre commerciale entraînait d'énormes risques à la baisse pour l'économie mondiale. Il a déclaré que la Chine se préparait au pire mais espérait qu'une solution constructive pourrait être trouvée au conflit commercial avec les États-Unis. En ce qui concerne les risques provenant du conflit commercial, Yi Gang a souligné que la PBoC dispose d'une marge de manœuvre suffisante pour utiliser toute une série d'instruments de politique monétaire afin d'y faire face. En outre, en réponse aux inquiétudes exprimées quant à un assouplissement de politique monétaire de la PBoC, Yi Gang a confirmé que la réduction des taux de réserves obligatoires n'inversait pas le processus de désendettement et que la politique monétaire actuelle de la Chine restait stable et neutre, et que son orientation n'était "ni accommodante ni restrictive". Quant à l'internationalisation du RMB, le gouverneur a indiqué que la banque centrale chinoise n'introduirait pas de politique spécifique en vue de promouvoir l'internationalisation du RMB. Selon lui, l'internationalisation du RMB doit être un processus dirigé par le marché, et il a cité l'inclusion récente des actions chinoises dans les indices internationaux comme exemple de la force du progrès.

**Endettement : selon S&P, l'encours de la dette des gouvernements locaux hors bilan pourrait s'élever à 6 000 Mds USD, ce qui porterait le niveau de dette des administrations publiques à 60 % du PIB en 2017**

Selon le rapport publié par l'agence de notation S&P Global Ratings le 15 octobre, l'ampleur exacte de de l'endettement hors bilan des gouvernements locaux n'est pas connue, mais pourrait être s'inscrire dans une fourchette comprise entre 30 trillions et 40 trillions RMB (4 500 - 6 000 Mds USD). Compte tenu de cette dette cachée, largement imputable aux plateformes de financement des autorités publiques locales (ou *local government financing vehicles, LGFV* en anglais), le ratio de dette des administrations publiques au PIB pourrait s'élever à 60 % en 2017.

L'agence de notation indique que le risque de défaut des LGFV s'inscrit en hausse. D'après son estimation, le soutien des gouvernements, central ou locaux, s'affaiblirait avec le temps, à mesure qu'ils se transforment en entreprises publiques normales (ou *state-owned enterprises, SOE* en anglais), mais ce processus serait long et difficile. En outre, les LGFV en situation de défaut peuvent théoriquement faire faillite mais la gestion d'une telle situation, notamment sur le plan social, paraît ardue.

A titre comparatif, la Chine a enregistré une dette publique équivalente à 47,60% du PIB en 2017. Pour information, les LGFV sont des sociétés publiques utilisées par les autorités locales pour financer des projets, souvent des infrastructures, et ainsi contourner les restrictions sur leur endettement au bilan. Aucune LGFV n'avait fait officiellement faillite en Chine depuis plus de quinze ans. Mais depuis le début de l'année 2018, trois LGFV, de Yunnan (cf. Brèves du 26/01/2018, de Tianjin (Brèves du 7/05/2018), de Mongolie intérieure (Brèves du 21/05/2018) avaient fait défaut. *Retour au sommaire* ([ici](#))

## BANQUE ET FINANCE

**Marchés boursiers : les Bourses de Shanghai et Shenzhen ont perdu 19,2 % et 29,3 % respectivement depuis juin 2018, conduisant à un risque de liquidation des actions remises en nantissement accru et des défauts de paiement plus fréquents ; une dizaine d'administrations locales de la gestion des entreprises publiques ont commencé à renflouer des entreprises privées cotées en difficulté**

Le Shanghai Composite Index et le Shenzhen Component Index ont chuté en dessous de leur seuil psychologique de 2500 et 7500 cette semaine, clôturant à 2486 points et à 7817 points respectivement jeudi le 18 octobre. Par rapport au 1er juin 2018, les Bourses de Shanghai et Shenzhen ont perdu 19,2 % et 29,3 % respectivement, conduisant à une forte hausse du risque de liquidation des actions remises en nantissement et de nombreux défauts de paiement sur la dette parmi les entreprises cotées. La prise en charge par les administrations locales de la gestion des entreprises publiques (ou State-owned assets supervision and Administration commission au niveau provincial, SASAC) s'accélère à partir du mois d'octobre. Jusqu'à présent, plus de dix SASAC provinciales, dont Shenzhen, Shanghai, Pékin, le Shandong, le Sichuan, le Fujian et le Henan, ont commencé à renflouer les entreprises privées cotées via la participation ou le soutien de liquidités. Dans le détail, les entreprises privées cotées renflouées par les SASAC au niveau provincial sont principalement des entreprises enregistrées dans leur périmètre d'activité. Selon le rapport de Yicai, le gouvernement municipal de Shenzhen a récemment levé plus de 15 Mds RMB de fonds spéciaux destinés à fournir des liquidités aux entreprises cotées enregistrées à Shenzhen afin d'atténuer le risque de liquidation des actions remises en nantissement.

Pour rappel, plus de 10 % des sociétés cotées à Shanghai ou Shenzhen ont au moins 40 % de leurs titres boursiers nantis (cf. Brèves du 11/06/2018). Le taux de nantissement des actions des entreprises de grande capitalisation est de 50 % environ, tandis que celui de petites et moyennes entreprises cotées est compris entre 30 % et 50 %. Quand le cours boursier baisse de 50 %, la liquidation forcée sera probablement déclenchée. Le Shanghai Composite Index et le Shenzhen Component Index ne représentent désormais que 69,9 % et 61,9 % de leur plus haut niveau de cette année, soit le 24 janvier 2018.

**Marchés boursiers : signature d'un MoU entre Euronext et la Bourse de Shanghai en vue de l'introduction d'un ETF sur le CAC40**

Le Président d'Euronext, Stéphane Boujnah, était à Shanghai les 15 et 16 octobre. Il a signé un MoU avec le Président de la Bourse de Shanghai, en vue de l'introduction d'un ETF [Exchange Traded Fund] sur le CAC 40 qui devrait être effective au cours de 2019. Cet ETF permettra aux investisseurs chinois de prendre des positions sur l'indice phare de la Bourse de Paris et d'assurer de manière aisée une diversification géographique et sectorielle de leurs portefeuilles d'actions.

De manière opérationnelle, un accord de licence a également été signé entre Euronext et l'une des principales firmes chinoises de gestion d'action d'actifs, HuaAn, qui commercialisera le produit auprès de sa clientèle d'investisseurs institutionnels. Pour mémoire, HuaAn était la firme qui avait introduit en juin 2014 l'ETF DAX30 permettant aux investisseurs chinois de prendre des positions sur le DAX. Enfin, il convient de rappeler que les positions des investisseurs chinois sont limitées par l'existence de quotas d'investissement autorisés à l'étranger.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

### **Guerre commerciale : les États-Unis annoncent leur retrait de l'Union postale universelle et envisagent de relever le tarif des livraisons de colis en provenance de Chine**

La porte-parole de la Maison Blanche a annoncé, mercredi 17 octobre, le retrait prochain des États-Unis de l'Union postale universelle (UPU) - institution basée à Berne sous l'autorité des Nations Unies – dans le but de renégocier, d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2020, les tarifs postaux applicables notamment à la livraison de petits colis. Dans un mémorandum présidentiel du 23 août dernier, le président américain Donald Trump déplorait que « certaines des pratiques au sein de l'UPU ne so[ie]nt pas conformes aux intérêts économiques et sécuritaires des États-Unis » et plaidait pour la mise en œuvre de réformes permettant l'introduction d'un « système de tarifs justes et non-discriminatoires ». Plus précisément, l'administration américaine concentre ses critiques sur le fait que les règles de l'UPU – en place depuis 1969 – permettraient aux exportateurs chinois (comme à ceux basés dans d'autres pays en développement) de bénéficier de tarifs réduits à la livraison de petits colis aux États-Unis. Selon le *New York Times*, le tarif applicable aux opérateurs américains pour des livraisons intra-américaines est entre 2 et 4 fois supérieur à celui dont s'acquittent les entreprises chinoises pour livrer depuis la Chine. Le quotidien new-yorkais relève que, alors que l'introduction de tarifs réduits devait en premier lieu bénéficier aux pays en développement d'Asie et d'Afrique, 60% des livraisons arrivant aux États-Unis depuis l'étranger sont originaires de Chine. Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères a exprimé ses « regrets vis-à-vis de la décision américaine » et a confirmé l'intention de la Chine de continuer à « contribuer au développement de la cause postale internationale ».

[La déclaration de la porte-parole de la Maison Blanche](#)  
[Le mémorandum présidentiel](#)

### **Guerre commerciale : le ministère du Commerce évoque l'impact de la guerre commerciale sur les entreprises chinoises**

Le porte-parolat du ministère du Commerce chinois (MofCom) a reconnu, le 18 octobre, l'impact négatif de la guerre commerciale sino-américaine sur certaines entreprises exportatrices chinoises, tout en qualifiant les risques de « contrôlables ». Selon le porte-parole du MofCom, si l'impact global des « frictions commerciales » est limité, « les entreprises dont les produits sont peu compétitifs et aisément substituables pourraient être soumises à une pression accrue », qui pourraient se traduire par des risques de ralentissement de leur production ou des licenciements. En outre, le MofCom assure que de nombreuses entreprises privées chinoises « cherchent activement à accélérer leur transformation et montée en gamme ». Il rappelle également que « les autorités, à tous les niveaux, prendront des mesures pour aider les entreprises et les salariés à surmonter les difficultés potentielles ».

### **Guerre commerciale : déclarations de responsables canadiens et mexicains sur l'avenir de leurs relations commerciales avec la Chine**

Le 13 octobre, deux jours après une discussion avec la ministre canadienne des Affaires étrangères, le conseiller d'État et ministre des Affaires étrangères chinois Wang Yi s'est entretenu par téléphone avec son homologue mexicain, Luis Videgaray Caso, au sujet du nouvel Accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA). Selon un communiqué de presse du ministère mexicain des Affaires étrangères, M. Videgaray Caso a tenu à rassurer la partie chinoise, affirmant au cours de cet entretien qu'« aucune



disposition de l'accord ne constitue un obstacle pour les échanges économiques du Mexique avec d'autres nations ». Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois ajoute que le ministre mexicain aurait qualifié la Chine de « partenaire de confiance » et dit « apprécier ces propos ». Selon l'agence de presse officielle *Xinhua*, Wang Yi a pour sa part répété l'opposition de la Chine à ce qu'un accord commercial soit « dirigé à l'encontre d'un pays tiers ou utilisé pour restreindre ses droits et intérêts légitimes ».

Dans une interview au *Globe and Mail* parue le 15 octobre, le Premier ministre canadien Justin Trudeau a assuré sa volonté de maintenir des liens commerciaux forts avec la Chine, et même de les renforcer : « le maintien d'une relation commerciale positive avec les États-Unis est au sommet de notre liste de priorités, mais la diversification de nos échanges commerciaux est évidemment une autre priorité [...] les discussions continuent avec la Chine pour avancer sur diverses opportunités commerciales ». Pour rappel, la Chine et le Canada avaient lancé, en septembre 2016, des « discussions exploratoires » en vue du possible lancement de négociations pour un ALE. Le nouvel accord États-Unis, Mexique, Canada contient notamment des dispositions limitant la capacité des parties à conclure un accord de libre-échange avec une « économie non-marchande » (« *non-market economy* ») – qualification réservée à la Chine en droit états-unien (cf : [brèves de la semaine du 1er octobre](#)).

[Le communiqué de presse du ministère des Affaires étrangères mexicain](#)

### **Investissements entrants : la Chine, première destination d'IDE entrants au 1<sup>er</sup> semestre selon la CNUCED**

La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a publié, le 15 octobre, son *Investment Trends Monitor* recensant les flux d'investissements mondiaux au premier semestre 2018. Selon la CNUCED, les flux d'IDE mondiaux ont chuté de 41% au premier semestre 2018, en comparaison avec le premier semestre 2017 (470 Mds USD contre 794 Mds USD). Cette dynamique mondiale est perçue comme une conséquence directe des récentes réformes fiscales américaines qui ont, aux yeux de la CNUCED, précipité un rapatriement des profits des entreprises américaines sur le territoire national. Dans ce contexte de baisse généralisée des flux d'IDE vers l'UE et l'Amérique du Nord, la CNUCED estime que la Chine a ravi aux États-Unis la position de premier récipiendaire d'IDE au premier semestre 2018 (70 Mds USD d'IDE entrants, en hausse de 6% en glissement annuel) devant le Royaume-Uni (65 Mds USD) et les USA (46 Mds USD).

[Le rapport de la CNUCED](#)

### **Politique commerciale : sixième réunion interministérielle du RCEP à Singapour**

Les ministres des 16 pays\* négociant le RCEP ont réitéré, le 13 octobre à Singapour, leur objectif d'atteindre « un panier de résultats » (sic) et de conclure de manière « substantielle » l'accord avant la fin de l'année. Pour l'heure, 4 chapitres ont été conclus sur les procédures douanières et la facilitation des échanges, les marchés publics, la coopération technique et les PME. S'exprimant sur le sujet, le porte-parolat du ministère du Commerce chinois (MofCom) a souligné que « la promotion par la Chine d'accords bilatéraux et régionaux constitue un choix lié à sa propre stratégie de développement, et non une réponse à la conjoncture actuelle ». Entamées en 2012, les négociations du RCEP avaient manqué leur première cible de conclusion fin 2016, puis de nouveau fin 2017.

\* *Australie, Brunei Darussalam, Cambodge, Chine, Corée du Sud, Inde, Indonésie, Japon, Laos, Malaisie, Myanmar, Nouvelle-Zélande, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam.*

[Le communiqué ministériel](#)



## Défense commerciale : le ministère du Commerce américain (DoC) initie trois nouvelles enquêtes antidumping et antisubventions visant la Chine

Le ministère du Commerce américain a annoncé, le 12 octobre, le déclenchement de trois nouvelles enquêtes antidumping et antisubventions visant les importations de produits chinois. La première enquête – fondée à la fois sur une suspicion de dumping et de subventions – porte sur les importations de fils et câbles en aluminium chinois, avec une marge de dumping alléguée variant entre 53 et 63%, et l'existence suspectée de 26 programmes de subventions. Une seconde enquête mêlant antidumping et antisubventions s'intéressera aux importations de fûts en acier inoxydables rechargeables (*refillable stainless steel kegs*) : dans le cas des importations originaires de Chine - l'Allemagne et le Mexique sont également soumis au volet antidumping et de l'enquête – la marge de dumping alléguée est de 204%. La dernière enquête – antidumping - porte sur les importations de matelas chinois, dont le Doc estime que la marge de dumping varie entre 259 et 1732%. Le volet antisubventions de ces enquêtes pourra déboucher – si elles confirment ces allégations - sur l'imposition de mesures provisoires à partir de décembre et de mesures définitives à partir de février. S'agissant du volet antidumping, des droits pourront être imposés à titre provisoire à partir de février, et à titre définitif à partir de mai. Dans la communication entourant le lancement de ces enquêtes, le DoC insiste sur le fait que « l'application stricte du droit commercial américain constitue l'une des priorités de l'administration Trump ». Selon le DoC, 131 enquêtes antidumping et antisubventions ont été lancées depuis le début de la présidence Trump ; une hausse de 245% par rapport à la précédente administration sur une période équivalente. Les communiqués du DoC ([1](#), [2](#) et [3](#))

## Défense commerciale : imposition de mesures antidumping chinoises définitives sur certains produits chimiques en provenance des États-Unis et du Japon

Le 15 octobre 2018, le ministère du Commerce chinois (MofCom) a annoncé l'imposition de droits antidumping définitifs à l'importation de produits d'acide iodhydrique en provenance des États-Unis et du Japon. Les droits atteindront 123% pour les entreprises américaines concernées et 41% pour les entreprises japonaises. Ces mesures sont entrées en vigueur le 16 octobre 2018 pour une durée de 5 ans.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

## CLIMAT DES AFFAIRES

### Publication par le Conseil des Affaires d'État d'un plan visant à transformer la province de Hainan en une zone-pilote de libre-échange

Le Conseil des Affaires d'État a publié, le 16 octobre, son « Plan général de Hainan en tant que ZLE pilote ». Ce plan général vise à transformer la province insulaire de Hainan (30 000 km<sup>2</sup> ; 10 M habitants) en « zone pilote de libre-échange » à une échéance non-précisée dans le document - qui appelle toutefois à la réalisation de « progrès significatifs » d'ici 2020. Cette annonce est à mettre en lien avec la promesse du président Xi Jinping à l'occasion de Forum de Bo'ao en avril 2018 de transformer Hainan en « port franc ». Parmi les ouvertures sectorielles pour les IDE entrants annoncées par ce plan général, figurent un assouplissement ou une levée des restrictions dans certains sous-secteurs du numérique (vidéoconférence domestique, accès à l'internet, messagerie vocale, entreprise des VPN) et une levée des restrictions dans le secteur des semences, y compris pour la culture de maïs et du blé (investissements étrangers actuellement limités à la constitution d'une JV minoritaire, à l'échelle nationale) et la culture sélective de nouvelles variétés végétales. D'autres « annonces d'ouverture » se contentent de répéter des mesures déjà contenues dans la liste négative pour l'investissement étranger adoptée au mois de juin à l'échelle nationale (véhicules à énergie nouvelle ; assurances ; construction navale ; services maritimes – [voir brèves du 25 juin 2018](#)). Pour rappel, il existe pour l'heure 11 zones-pilote de libre-échange de rang national sur le territoire chinois, situées à Shanghai, dans le Guangdong, à Tianjin, dans le Fujian, le Zhejiang, le Henan, le Sichuan, le Shaanxi, le Hubei, à Chongqing et dans le Liaoning.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## INDUSTRIE ET NUMERIQUE

### Automobile : Tesla achète un terrain pour son usine à Shanghai

Le constructeur automobile américain a fait l'acquisition mercredi d'un terrain de 860 000 mètres carrés dans la zone de libre-échange pilote de Shanghai afin de mettre en place une usine géante capable de produire 500 000 voitures par an. A titre de comparaison, son usine en Californie ne produit que 250 000 voitures par an.

Avec cette nouvelle usine, qui doit entrer en production d'ici 3 ans, Tesla va pouvoir s'attaquer au premier marché mondial - sur lequel les ventes de véhicules électriques ont augmenté de 81,1 % au cours des neuf premiers mois de l'année (selon l'Association chinoise des constructeurs automobiles). Et ce, sans subir les effets de la guerre commerciale entamée entre les Etats-Unis et la Chine, comme l'augmentation des droits de douanes (40%) par les autorités chinoises sur les véhicules importés des Etats-Unis.

La construction de l'usine shanghaienne de Tesla est estimée à 2 Mds USD (1,7 Mds EUR). L'entreprise américaine prévoit de financer cette nouvelle «Gigafactory» par des prêts auprès de banques chinoises. Elle devra d'ici là démontrer sa capacité à générer des bénéfices alors qu'elle possède 9 Mds USD (8 Mds EUR) de dettes, et reste affecté par une production irrégulière et des difficultés logistiques.

### Automobile : des entreprises chinoises s'allient pour développer des camions hydrogènes

Deux filiales et un centre de recherche de *China Energy Investment Corporation* (CHN Energy ; une société minière et énergétique publique) se sont associés à Weichai Power Company (entreprise d'État chinoise basé dans le Shandong spécialisée dans les moteurs diesel) pour produire des camions fonctionnant à l'hydrogène. Ces derniers seront utilisés dans les mines.

Les véhicules hydrogènes sont encore peu développés en Chine. En septembre 2017, seules six stations de distribution d'hydrogène comme carburant étaient opérationnelles pour l'ensemble de la Chine. Elles sont situées à Pékin (première station à hydrogène construite en Chine au moment des Jeux Olympiques de 2008), Shanghai, Zhengzhou, Shenzhen, Dalian et Foshan. Une vingtaine de nouvelles stations sont prévues d'ici 2020. En novembre 2017, Weichai s'était déjà associé avec l'entreprise allemande Bosch afin de produire des piles à hydrogène en Chine.

### TIC : Baidu rejoint "The Partnership on AI", une alliance sur l'éthique dans l'IA conduite par les Etats-Unis

Le premier moteur de recherche chinois vient de rejoindre "The Partnership on AI", une organisation destinée à être un centre de réflexion sur les enjeux créés par l'intelligence artificielle. Elle a été établie en 2016 et regroupe les plus grandes entreprises de la Silicon Valley telles qu'Apple et Amazon.

Pour mémoire, Baidu a été créé en 2000 et a généré un CA de 13 Mds USD ( 11 Mds EUR) en 2017. L'entreprise est active dans le domaine de l'intelligence artificielle, notamment dans le développement de la voiture autonome. La société chinoise a établi en juillet 2017 le programme 'Apollo' destiné à regrouper les acteurs du secteur automobile prêts à participer au développement d'une telle voiture. Plus de 50 entreprises y participent (constructeurs automobiles, équipementiers).

## **Industrie de la mode : un groupe chinois désigné pour reprendre la maison de couture française Carven**

Le groupe hongkongais Icicle a été désigné vendredi 12 octobre pour reprendre la maison de couture Carven. La société Beranger, holding de Carven - détenue aux deux tiers par le distributeur hongkongais Bluebell depuis 2016 - avait demandé en mai son placement sous sauvegarde, une procédure semblable au redressement judiciaire. Dans son offre, Icicle s'est engagé à reprendre la quasi-totalité du personnel (une des rares exceptions étant le directeur artistique). Le groupe chinois a proposé un peu plus de 6,5 M EUR pour la reprise et s'est par ailleurs engagé à investir 8 M EUR pour relancer l'activité.

Pour mémoire, Icicle Group (fondé en 1997) et sa marque de vêtements haut de gamme Icicle sont présents sur le territoire français depuis 2013 via un centre de design, Icicle Paris. La marque met en avant son utilisation "à 99%" de matières naturelles (coton, soie, laine, lin) et de teintures issues de plantes.

Carven ne dépose plus ses comptes auprès du greffe depuis deux ans. Pour l'exercice 2015, la société avait enregistré un CA de 49 M EUR, pour un bénéfice net de 67 000 EUR.

## **Pharmacie : amende record contre un laboratoire pharmaceutique chinois**

Le laboratoire Changchun Changsheng devra payer une amende équivalente à plus d'1 Md EUR (9 Mds RMB). Les services sanitaires avaient découvert en juillet un processus de fabrication illégal de vaccins contre la rage dans ce laboratoire de la province du Jilin (nord-est de la Chine). L'entreprise incriminée avait falsifié des registres de production et modifié des paramètres de fabrication. Quinze personnes avaient été arrêtées. L'amende comprend notamment la confiscation de près de 2 Mds RMB (250 M EUR) de CA générés par la vente des vaccins incriminés.

Le montant particulièrement élevé de l'amende intervient dans un contexte d'extrême sensibilité sur les questions de santé infantile au sein de l'opinion publique en Chine. Ce genre d'incident est source d'inquiétude pour les autorités car perçu comme source d'instabilité. En effet, dans une telle situation les parents n'hésitent pas à exprimer publiquement leur mécontentement. Cela avait été notamment le cas en 2008, où le lait en poudre infantile contaminé de l'entreprise publique Sanlu avait provoqué la mort de six enfants et contaminé 300 000 autres. Face aux nombreuses plaintes, les autorités avaient imposé à l'entreprise une amende de 50 M RMB (6,2 M EUR). Par ailleurs un incident tel que celui du laboratoire Changchun Changsheng renforce la méfiance vis à vis des entreprises chinoises dans le secteur pharmaceutique alors que les autorités avaient affiché leur ambition de créer des entreprises d'envergure internationale dans ce secteur d'ici 2030 (politique Healthy China 2030).

## **Tourisme : AccorHotels s'associe avec le chinois Luneng Group**

AccorHotels et Luneng Group (promoteur immobilier chinois) ont annoncé débiter un partenariat afin d'étendre leurs offres en Chine. Cette nouvelle alliance aura pour but de développer les marques haut de gamme et luxe du groupe français, tels que Fairmont, Raffles, Sofitel ainsi que MGallery et Orient Express ou encore The Sebel pour l'instant implantée en Australie et Nouvelle Zélande.

Pour mémoire, Luneng Group a été fondé en 2002 dans la province du Shandong. L'entreprise est une filiale de l'entreprise d'Etat, *State Grid Corporation of China* (SGCC), en charge du transport et de la distribution de l'électricité en Chine.



Présent dans 95 pays, AccorHotels est le premier groupe hôtelier européen et le sixième au niveau mondial. Il compte plus de 4 100 hôtels et 240 000 collaborateurs sous enseignes répartis sur les cinq continents. Il est présent en Chine depuis une trentaine d'années, aussi bien dans les segments économique (Ibis) que milieu de gamme (Novotel, Mercure) et luxe (Sofitel, Pullman).

*Retour au sommaire ([ici](#))*



## DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

### Energie : présentation de plans d'investissement pour le développement des connectivités énergétiques en Asie du Nord-Est et du Sud-Est

La *Global Energy Interconnection Development Cooperation Organization* (GEIDCO), organisation non-gouvernementale basée à Pékin dont le but est d'œuvrer pour la création d'un réseau énergétique mondial, a présenté deux rapports au cours d'un forum tenu à Pékin ce mardi 16 octobre. Ces rapports consacrés à la planification de réseaux énergétiques en Asie du Nord-Est pour l'un et en Asie du Sud-Est pour l'autre ont été présentés devant plus de 200 représentants gouvernementaux, entreprises, institutions et universités issus d'une vingtaine de pays.

M. Liu Zhenya, président du GEIDCO et président du *China Electricity Council* (CEC), a présenté les grandes orientations de ce rapport, en insistant sur les avantages d'une plus grande connectivité transnationale énergétique « propre », qui permettrait de répondre à la demande croissante en énergie, d'éviter les situations de pénuries énergétiques et de réduire la dépendance forte aux énergies fossiles qui, dans le cas de la Chine, est d'environ 70%. Le plan, estimé à 2,7 Mds USD pour le Nord-Est et à 2,1 Mds USD pour le Sud-Est, devrait permettre la création de 30 millions d'emplois et, dans le cas du Nord-Est, permettre aux énergies renouvelables d'être la première source d'énergie de cette région d'ici 2030. Le plan pour le Nord-Est préconise notamment l'accélération de la construction d'infrastructures hydrauliques en Russie, solaire et éolienne en Mongolie, et des connectivités électriques entre la Mongolie, la Chine, la Corée du Nord et la Corée du Sud.

M. Li Ye, directeur exécutif général pour la régulation au sein de l'Administration nationale de l'énergie (NEA), a indiqué le soutien total du gouvernement chinois aux énergies renouvelables et à la construction de tels projets de connectivité - projets qui s'inscrivent de manière plus globale dans la stratégie des Nouvelles routes de la soie - en soulignant la nécessité d'une collaboration politique, économique et technique pour assurer leur succès.

Le forum a également appelé à une plus grande collaboration technique sur la production de câbles sous-marins, sur la technologie *Ultra High Voltage (UHV) flexible Direct Current (DC)*, sur l'efficacité des énergies propres, et à œuvrer pour la création d'un marché énergétique.

[Voir l'agenda du forum](#)

### Energie : renforcement du partenariat commercial entre Total et CNOOC en Chine

Le 16 octobre, Total et la *China National Offshore Oil Corporation* (CNOOC) ont renforcé leur collaboration en Chine par deux avenants à leur contrat actuellement en vigueur. Le nouvel accord prévoit une augmentation du volume d'achat de gaz naturel liquéfié (LNG) fourni par Total à CNOOC d'1 à 1,5 millions de tonnes par an, les deux entreprises allongeant également la durée de leur relation commerciale de 15 à 20 ans.

CNOOC est le premier importateur de gaz liquéfié naturel en Chine et le troisième plus grand importateur au monde. Cette entreprise d'Etat chinoise opère dans plus de 20 pays, dont l'Australie, l'Indonésie, la Malaisie, le Nigeria et le Qatar pour les plus importants, autant de pays où opère également Total, deuxième fournisseur de gaz naturel liquéfié au monde.



Cette information intervient dans un contexte favorable pour le LNG, énergie dont le développement est encouragé par le gouvernement chinois dans le cadre de la décarbonisation du mix énergétique chinois.

### **Energie : publication d'un rapport sur la réforme du secteur de l'énergie chinois par l'AIE**

L'Agence internationale de l'énergie a publié ce 18 octobre un rapport sur le secteur de l'énergie en Chine, qui détaille la transition énergétique entamée dans ce pays. Au-delà de cette analyse, le document présente des modèles comparatifs dont la Chine pourrait s'inspirer. Le document met par exemple en avant les modèles du Mexique et de l'Allemagne, qui ont mis en place des marchés énergétiques efficaces favorisant l'adoption des énergies propres.

[Lire le rapport complet](#) (nécessite de s'enregistrer)

### **Développement durable : la NDRC approuve une liste de 50 sites de construction d'usines de traitement des déchets plus efficaces**

La Commission pour le développement national et la réforme (NDRC) et le bureau du Ministère de l'habitat et du développement urbain et rural (MOHURD) ont officialisé une liste de 50 sites sélectionnés pour accueillir la construction de centres de traitement des déchets industriels. Cette annonce s'inscrit dans le cadre des objectifs du 13<sup>ème</sup> Plan quinquennal pour promouvoir le développement durable, objectifs visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie et à améliorer la gestion des ressources. Localisés pour près de la moitié dans 4 provinces (le Henan, le Jiangsu, le Shandong et le Zhejiang), ces centres de tri doivent promouvoir des pratiques de recyclage plus efficaces.

Pour mémoire, la Chine a interdit fin 2017 les importations de 24 types de déchets recyclables (plastiques, métaux, papiers et textiles) et a lancé parallèlement une campagne nationale d'inspection des installations de recyclage se concluant par la fermeture de nombreux sites non-réglementaires.

*[Retour au sommaire \(ici\)](#)*

## HONG KONG et MACAO

### **Economie : La perception du climat des affaires par les petites et moyennes entreprises hongkongaises affectée par les tensions commerciales sino-américaines**

Selon les résultats de la dernière enquête trimestrielle menée conjointement par *Standard Chartered* et le « *Hong Kong Productivity Council* » auprès de 823 petites et moyennes entreprises, plus de la moitié des entreprises sondées anticipent des tensions commerciales se prolongeant sur plus d'une année et observent déjà une baisse des ventes et des bénéfices. La mesure de la perception du climat des affaires par les PME hongkongaises par le « *Standard Chartered SME Leading Business Index* » a chuté de 6,7 points par rapport au trimestre précédent, pour s'établir à 43 sur 100 (un chiffre inférieur à 50 représentant une perception de dégradation). La perte de confiance est la plus importante au sein des secteurs de l'import-export et du commerce de détail. L'indice PMI pour Hong Kong est tombé à 47,9 en septembre, reflétant une perception de contraction de l'activité.

### **Finance : Accord de reconnaissance des fonds conclu entre Hong Kong et le Royaume-Uni**

Cet accord a été signé le 8 octobre dernier par les régulateurs de marché britannique et hongkongais, respectivement la « *Financial Conduct Authority* » (FCA), et la « *Securities and Futures Commission* » (SFC). Il permettra aux 2500 fonds britanniques et hongkongais éligibles d'être commercialisés auprès des investisseurs non professionnels sur chacun de ces deux marchés grâce à une procédure d'autorisation accélérée, évaluée à une durée de deux mois. Hong Kong a déjà conclu des accords similaires avec la Suisse, la Malaisie et, en 2017, avec la France. Cet accord fait partie des efforts britanniques pour maintenir le statut de la place financière de Londres dans l'après-Brexit. Il permettrait également à la place de Hong Kong de conserver son statut de premier centre de gestion d'actifs en Asie.

### **Développement durable : Tesla inaugure à Hong Kong la plus grande station de recharge pour véhicules électriques d'Asie**

Cette station, inaugurée le 15 octobre, comporte 50 points de recharge, et s'ajoute aux 400 points de recharge que possède déjà Hong Kong. Tesla espère que le gouvernement présentera dans son projet de budget 2019/2020, qui sera dévoilé en février prochain, des mesures favorables au développement de la voiture électrique à Hong Kong alors que le dispositif fiscal incitatif à l'achat de véhicules électriques instauré en 1994 a été presque totalement supprimé en mars 2017, et limité à une incitation de l'ordre de 12 400 USD par véhicule.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## MONGOLIE

### Développement : la Banque de Développement Mongole (DBM) vient d'émettre en dollars 500 millions à 5 ans

Après cinq d'absence sur les marchés internationaux de capitaux, la Banque de Développement Mongole (DBM) vient de faire un retour remarqué sur le marché international de capitaux. Elle vient d'émettre en dollars 500 millions à 5 ans. Cette émission est assortie d'un coupon de 7,25%, soit un spread de 85 points de base par rapport au souverain.

On notera que cette situation est d'autant plus favorable que l'émission de la DBM a eu lieu pour la première fois sans être assortie de la garantie du gouvernement. L'émission a recueilli les suffrages des investisseurs internationaux, ayant été sursouscrite huit fois.

Le produit de l'émission servira à rembourser des prêts à court terme arrivant à échéance et ainsi à mieux gérer le risque de transformation.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

### Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



**Auteur :** S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

**Adresse :** N°60 Tianszulu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

**Rédigé par :** Camille Bortolini, Furui Ren, Hannah Fatton, Anne-Victoire Maiziere, Antoine Bernez, Rodolphe Girault, Annie Biro

**Revu par :** Estelle Jacques, David Karmouni, Pierre Martin, Jean-Philippe Dufour,

**Responsable de publication :** Philippe Bouyoux